



Unité Economique et Sociale

(GIAT-SNPE-Eurenco-Manuco-VeryOne)

La Direction Générale accepte l'ouverture de négociations

La reprise de Manuco a été pour la CGT l'occasion de demander la création d'une Unité Économique et Sociale au périmètre de toutes les sociétés du groupe GIAT Industries pour toutes les filiales contrôlées.

La mise en place d'une UES se faisant soit par décision judiciaire, soit par accord collectif majoritaire, le PDG M. FRANCOU a accepté l'ouverture de négociations sur cette mise en place et une réunion d'information s'est tenue le 13 octobre sur le site de Bergerac en présence des OS CGT, FO et CFDT.

Une présentation des modalités de mise en place d'une UES nous a été présentée par le DRH et sera présentée aux CSE de MANUCO et VOSAS.

Dans l'esprit de la CGT, la mise en place d'une UES a pour vocation à traiter tous les salariés du groupe selon les mêmes normales en terme social et de conditions de travail.

Les plateformes Seveso seuil haut ont un intérêt à intégrer leurs équipes de prévention et d'environnement pour gagner en compétence, garantir un haut niveau de sécurité au travail et de sécurité environnementale que nos activités et leur acceptabilité sociale nous imposent.

De ce point de vue, l'approche environnementale est complétée des obligations de SNPE et de GIAT Industries sur leurs sites délaissés.

Cette approche environnementale gagne à être intégrée dans l'UES, pour une mutualisation des compétences et une bonne information des instances représentatives du personnel.

Soyons clairs, la demande d'intégration dans l'UES des Holdings non opérationnelles GIAT Industries et SNPE vise aussi à avoir une parfaite information financière sur la situation du groupe, pas fondamentalement pour voir passer les remontées de dividendes générées par la participation sans contrôle du groupe KNDS, mais pour connaître la situation des engagements de ces groupes et de leurs réserves mobilisables.

Nous envisageons donc une UES constituée autour de deux établissements d'UES : Bergerac (Eurenco+Manuco) et Sorgues (Eurenco+VeryOne), ayant chacun leur CSE et réunissant les effectifs des sociétés présentes et contrôlées sur les sites devenus établissement d'UES.

Le groupe ayant un CSE central d'UES réunissant les salariés du groupe en France.

Et bien entendu des CSSCT d'établissement et une CSSCT centrale.

Les négociations sociales seraient centralisées au niveau de l'UES.

Toutes ces sociétés relevant de la même convention collective, cela ne pose pas de problème et permet de gérer, par exemple, avec fluidité les questions de GPEC en France.

La convergence des accords se faisant vers le mieux disant social pour commencer ou la négociation d'accord d'UES là où aucune entreprise n'aurait d'accord préexistant.

Pour la CGT, la mise en place de cette UES est l'occasion que tous les salariés d'Eurenco Sorgues, Bergerac, MANUCO et VOSAS soient traités de la même manière, que les élus aient le même niveau d'information sur le fonctionnement de notre entreprise et certainement pas pour des raisons électoralistes.

La CGT Eurenco a toujours recherché l'unité des travailleurs pouvant créer le rapport de force nécessaire à l'obtention de meilleures conditions de travail, d'augmentation de salaire ou de déroulement de carrière.

C'est ce qu'elle continuera à faire si une UES est mise en place.

A Bergerac, le 14 octobre 2021